

**MÉMOIRE PRÉSENTÉ
DANS LE CADRE DE
LA CONSULTATION PUBLIQUE
EN VUE DE REVOIR LES LIMITES
ET DE PROCÉDER À LA MODIFICATION DE LA CLASSIFICATION
DU PARC DU MONT-TREMBLANT
POUR EN FAIRE UN PARC DE CONSERVATION**

par

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT
DE LANAUDIÈRE
(CREL)**

**JOLIETTE
OCTOBRE 1998**

Présentation

Fondé en 1991, le Conseil régional de l'environnement de Lanaudière (CREL) est un organisme de concertation et de consultation en matière d'environnement reconnu par le Ministère de l'Environnement et de la Faune . Il regroupe des corporations, des organismes environnementaux et des individus préoccupés par la protection et la mise en valeur de l'environnement et par la promotion du développement durable dans la région de Lanaudière.

Nous accusons donc au départ un parti pris pour l'environnement et pour la santé du milieu naturel. Une région comme Lanaudière tirant l'essentiel de sa richesse du milieu naturel : agriculture, foresterie, ressources hydriques, ressources minérales et tourisme, il est essentiel que les écosystèmes soient préservés pour qu'ils puissent rendre à nos enfants les services qu'il nous rendent maintenant.

L'avenir du parc passe par le développement durable

À l'instar du Ministère de l'Environnement et de la Faune, le CREL estime que le parc du Mont-Tremblant, le plus vaste et certainement un des plus accessibles du Québec, est un élément clé dans la mise en oeuvre de la *Stratégie québécoise sur la diversité biologique*. Ainsi, conserver le patrimoine naturel exceptionnel du parc, en protégeant ses écosystèmes et sa biodiversité, constitue un moyen concret pour le Québec de réaliser une partie des engagements internationaux découlant de son adhésion à la Convention de Rio sur la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments. Le CREL appuie donc cette volonté du gouvernement de changer la classification du parc du Mont-Tremblant pour en faire un parc de conservation.

Nous désirons cependant rappeler qu'il existe une opposition fondamentale entre les objectifs de conservation du milieu naturel et ceux du développement récréotouristique. Cette opposition ne devient conciliable que par l'intermédiaire du concept du développement durable. Cette nature exceptionnelle que l'on veut montrer et faire aimer à des visiteurs de plus en plus nombreux souffrira inévitablement de cet achalandage, qui, du moins l'espère-t-on pour des raisons économiques, ira en s'accroissant avec les années. Il convient donc, dans chacune des

infrastructures du parc et dans chacune des activités qui y seront permises, d'être vigilant et de faire en sorte de n'utiliser que des façons de faire qui minimiseront leur impact négatif sur les écosystèmes et leurs habitants. Ainsi, les visiteurs d'aujourd'hui et les visiteurs de demain que seront nos enfants, pourront probablement continuer d'exercer la pleine jouissance de cet extraordinaire joyau de nature : il y va de la crédibilité même de cette démarche de conservation.

Il faut, dans une perspective de développement durable, s'assurer que le parc demeure un bien collectif à la fois abordable pour le plus grand nombre, rentable pour ceux qui vont y offrir des services et accessible à des visiteurs de tous âges et de toutes conditions.

Au delà des principes, des réalités de gestion

À l'échelle du Québec, nous estimons que la conversion de parcs récréatifs en parcs de conservation constitue un élément important de la mise en oeuvre de mesures destinées à remplir nos engagements internationaux. Nous craignons par ailleurs que cette conversion n'ait somme toute que peu d'effets sur le terrain en raison du manque de définition légale de ce qu'est un parc de conservation. La *Loi sur les parcs* est plutôt vague sur la définition des classifications : il s'agirait d'une question de degré. Ainsi, un parc de conservation vise la protection permanente de sites naturels tout en permettant certaines activités de récréation extensive alors qu'un parc de récréation permet les activités récréatives tout en protégeant l'environnement naturel. Pour aider à distinguer entre ces classifications, la loi caractérise la notion de récréation extensive en recourant aux deux attributs suivants : une faible densité d'utilisation et des équipements peu élaborés. Comme toutes les interprétations sont possibles en ce qui concerne la densité d'utilisation et le degré «d'élaboration» des équipements, il est donc possible de changer la classification d'un parc sans référence à la réalité concrète de la gestion sur le terrain. Ainsi, pour des raisons ayant trait à la fois à la mise en oeuvre de véritables pratiques de conservation et à notre crédibilité internationale en ces matières, la *Loi sur les parcs* aurait avantage à être beaucoup plus spécifique sur la question des paramètres et des critères de classification des parcs.

Éléments d'une future politique de gestion d'un parc de conservation

Suite à une reclassification comme parc de conservation, le parc du Mont-Tremblant, outre le zonage proposé, devra établir certaines règles générales quant aux utilisations qu'on en fera.

- Tel que la loi le définit actuellement, toute forme d'exploitation commerciale des richesses naturelles devra continuer d'y être inderdite. Ceci inclut notamment la chasse, les coupes forestières, l'exploitation minière ou énergétique, le harnachement des cours d'eau et le passage de pipelines ou de lignes de transport d'énergie.

- On devrait y interdire l'usage commerciale des routes. Les voies de communication ne devraient pas servir de transit pour le transport des marchandises ou des personnes. Si la réfection de certaines routes s'avère nécessaire pour assurer la sécurité des usagers ou pour faciliter l'accès aux divers secteurs du parc, ces routes devraient être conçues de manière à éviter les vitesses excessives. Il s'agit ici d'assurer l'accessibilité et pas nécessairement la rapidité d'accès.

- Dans les zones de préservation bien sûr mais aussi dans la zone d'ambiance, on devrait interdire l'usage des véhicules hors route (VHR), c'est-à-dire les VTT, les motos-neige et les motocyclettes de motocross. De même, toute embarcation utilisant un moteur à essence devrait être interdite sur les plans d'eau. Ces usages ne sont simplement pas compatibles à la conservation du milieu naturel et mettent en péril la tranquillité des lieux.

- La formation d'un personnel d'agents compétents et en nombre suffisant est une condition primordiale pour assurer à la fois un accueil à la hauteur des attentes des visiteurs et le respect des règles concernant les activités permises.

- Parallèlement à l'embauche et à la formation des agents, une signalisation adéquate est nécessaire sur les routes et les sentiers pour indiquer aux visiteurs les points d'intérêt et pour rappeler les consignes d'utilisation et de respect du milieu.

- On devrait aussi voir à construire et à mettre en place de nombreuses activités d'interprétation des sites exceptionnels et des écosystèmes représentatifs du territoire.

Le parc du Mont-Tremblant doit être beaucoup plus qu'un terrain de jeu

Nous désirons rappeler ici que nous croyons être des intervenants régionaux valables et reconnus en matière d'environnement. Des acteurs du développement régional dans Lanaudière, affirmant parler au nom de l'ensemble des intervenants de la région, ont émis l'avis que le parc du Mont-Tremblant était le terrain de jeu de Lanaudière. À cette vision toute municipale, nous opposons la nôtre : le parc du Mont-Tremblant est un lieu privilégié de contact avec une nature que l'on s'efforce de garder intacte dans le but d'y pratiquer des activités de plein air, de s'y éduquer et de s'y ressourcer.

Certains ont aussi souligné la nécessité d'obtenir un bilan environnemental complet avant toute décision de changement de classification. Un tel bilan nécessite l'acquisition et la consolidation des connaissances de base et des inventaires sur la biodiversité à protéger notamment sur la végétation, les habitats fauniques, les espèces et leur statut ainsi que les caractéristiques biophysiques des divers écosystèmes formant le territoire du parc. Nous pensons bien sûr qu'un tel bilan est nécessaire pour notre compréhension des processus évolutifs des écosystèmes du milieu et souhaitable dans une éventuelle démarche de sensibilisation, d'éducation et d'interprétation de la nature auprès des visiteurs. Cependant, nous croyons que les connaissances actuelles accumulées sur le parc et ses écosystèmes sont amplement suffisantes pour permettre une décision sur le changement du parc à un statut de conservation. Nous n'avons pas à répondre à la question sous-jacente à cette demande d'études destinée surtout à retarder une décision favorable à la conservation, à savoir : ce qu'on a l'intention de conserver en vaut-il vraiment la peine, ne pourrait-on pas aller conserver ailleurs?

Rappelons aussi que la nature n'a pas besoin des humains pour se mettre en valeur, elle l'a fait bien avant l'apparition des humains sur la terre. Pour peu qu'on lui donne la chance et que, dans le cadre d'un parc de conservation, on diminue la pression humaine sur le milieu naturel, la santé des écosystèmes, exceptionnels ou non, est assurée et ce, sans étude, sans bilan et sans inventaire.

Conclusion

En conclusion, nous sommes d'avis qu'au niveau de l'environnement, de véritables gestes de conservation seront toujours bénéfiques. Alors que les aires protégées du Québec méridional représentent à peine 3% du territoire, la reclassification du parc du Mont-Tremblant comme parc de conservation s'avère un geste tout à fait logique. Quel autre territoire de notre région pourrait être mieux adapté à la conservation du milieu naturel?

En décembre 1997, le Devoir publiait un sondage de la maison Sondagem réalisé entre le 28 novembre et le 3 décembre 1997 qui indiquait que 97,7% des 1026 Québécois interrogés se sont dits favorables à ce que les mesures pour protéger l'environnement soient renforcées. Ce sondage vient donner un signal clair de la volonté des Québécois en matière de protection de l'environnement. Ainsi, mus par l'opinion publique, les paradigmes en matière d'aménagement du territoire doivent changer. Même si dans l'immédiat, certains groupes et certains individus y perdront des privilèges, nous ne doutons pas que dans quelques années, ce virage vers la conservation du milieu naturel qui se sera opérée au parc du Mont-Tremblant sera une source de fierté pour la région de Lanaudière. Nous aurons su prendre à temps le virage vers cette forme de tourisme de plus en plus prisée qu'est l'écotourisme.

Source:

Gilles Côté, directeur général du Conseil régional de l'environnement de Lanaudière
Le 2 octobre 1998.